

*Initiatives ministérielles*

gouvernement d'assener encore un autre coup aux Canadiens.

**M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue pour un excellent discours et une analyse judicieuse de la situation dans laquelle se trouve notre pays.

Je sais que nous sommes limités par le temps et que nous ne pouvons pas toujours aborder tous les sujets que nous voudrions aborder. J'aurais aimé que le député parle de la dissolution de certains organismes dans le dernier budget, notamment le Conseil économique du Canada et un autre qui, je sais, tenait beaucoup à cœur au député et était aussi directement lié à la question de l'éducation, soit le Conseil des sciences du Canada.

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, en réalité, je comprends pourquoi le gouvernement a fait disparaître le Conseil des sciences du Canada. Pour le gouvernement, cet organisme était comme un chien enragé accroché à sa cheville, et il fallait le supprimer parce qu'il avait les moyens, la compétence et la capacité de recherche nécessaires pour critiquer de façon objective et impartiale les décisions de ce gouvernement, ce qu'il faisait.

Comme vous le savez, le Conseil des sciences était sur le point de faire un certain nombre d'études qui auraient prouvé que les politiques du gouvernement en ce qui concerne les sciences, la formation et l'éducation sont inadéquates.

Pour ce qui est du Conseil économique du Canada, il ne critiquait pas trop le gouvernement, mais ce dernier craignait qu'il ne le fasse, alors il a jugé bon de le supprimer aussi.

Il y a aussi la Fondation canadienne des relations raciales. C'est le cas le plus curieux parce que le gouvernement a fait disparaître cette institution en même temps que le Programme de contestation judiciaire. Cela s'est produit au moment même où beaucoup de Canadiens s'inquiètent de plus en plus de la croissance de la xénophobie et du racisme ici parmi les gens qui ont peur de perdre leur gagne-pain, leur maison, leur emploi et leur capacité de subvenir aux besoins de leur famille, qui n'aiment pas les décisions du gouvernement et qui cherchent des boucs émissaires.

• (1650)

Il n'est pas nécessaire d'être très soupçonneux pour constater que des choses très importantes ont été sacrifiées dans ce budget. Ces conservateurs qui ont sonné le

glas de la Fondation canadienne des relations raciales et du Programme de contestation judiciaire ont également refusé d'appuyer, dans le rapport sur la Constitution, un engagement à promouvoir l'égalité des minorités raciales et ethniques et, avec la complicité des libéraux, ils ont réussi à exclure au moins le tiers de la population de ce qui devait être une série de consultations constitutionnelles populaires.

Si l'on ajoute la dissolution du conseil des sciences, du conseil économique et de la fondation à la longue liste de compressions que le gouvernement a imposées aux divers organismes du secteur public, le total s'élève à 23 millions de dollars. C'est ce que le gouvernement a dépensé pour permettre aux membres d'une commission d'aller, dans toutes les régions du pays, discuter avec une trentaine ou une quarantaine de personnes de son programme qui a été ridiculisé à juste titre et qui vise à assurer la prospérité de notre pays.

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Monsieur le Président, ce projet de loi comporte aussi des dispositions concernant la perception fiscale. Elles visent apparemment à faciliter cette perception par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Le député croit-il que le projet de loi comporte aussi des aspects pouvant faciliter l'harmonisation de la TPS et de la taxe de vente provinciale? Comme bon nombre de ces questions ont déjà été discutées lors d'une rencontre avec les premiers ministres provinciaux, le député sait-il si M. Rae a décidé d'harmoniser la taxe de vente provinciale de l'Ontario avec la TPS?

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, vous savez que je me suis penché sur la question. J'imagine que la question du député est: Le premier ministre de l'Ontario sera-t-il contraint de céder au chantage? En fin de compte, c'est aussi simple que cela. La question est de savoir s'il sera possible de négocier une entente raisonnable avec le gouvernement fédéral relativement à la perception de deux taxes différentes, la TPS et la TVP, c'est-à-dire la taxe de vente provinciale, sans être contraint de recourir à un système d'harmonisation.

La question est ni plus ni moins: «Vais-je tomber si l'on me tire dessus?» Je ne suis pas dans les souliers de M. Rae. Toutefois, j'espère que celui-ci ne va pas tomber si le gouvernement fédéral lui tire dessus avec la TPS.

**M. Darryl L. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt ceux qui ont pris la parole avant moi au sujet du programme de péréquation. Si j'ai bien compris les in-